
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

LE MAROC EN QUÊTE D'UNE CROISSANCE PLUS FORTE ET PLUS INCLUSIVE



Directeurs de publication

ROBERTO CARDARELLI
TALINE KORANCHELIAN

EXTRAIT

Note aux lecteurs

Ceci est un extrait de l'ouvrage intitulé *Morocco's Quest for Stronger and Inclusive Growth* (Le Maroc en quête d'une croissance plus forte et plus inclusive), publié sous la direction de Roberto Cardarelli et Taline Koranchelian.

Au cours des trois dernières décennies, le Maroc a réalisé des progrès remarquables en matière de stabilité et de développement économiques. Cependant, malgré sa quête d'une croissance forte, résiliente et inclusive, le Maroc est encore loin d'atteindre son objectif. Après une accélération dans les dix premières années du nouveau millénaire, la convergence de revenu avec les pays avancés a ralenti ces quinze dernières années. Par ailleurs, les bénéfices du développement économique demeurent inaccessibles à une fraction importante de la population marocaine, en particulier les jeunes et les femmes, en raison de leur taux de chômage élevé et de la prévalence du secteur informel. Toutefois, le cas du Maroc a ceci de particulier que les dirigeants ont conscience qu'une nouvelle série de réformes audacieuses et ambitieuses s'impose pour résoudre ces problèmes.

Cet ouvrage offre une vaste vue d'ensemble sur les progrès de l'économie marocaine ces dernières décennies et sur le programme de modernisation économique à venir. L'histoire du Maroc est riche d'enseignements pour de nombreux pays en développement qui s'efforcent encore de construire les bases de leur stabilité macroéconomique. La série de réformes que le pays a commencé à mettre en œuvre peut aussi inspirer tous les pays qui souhaitent raffermir leur croissance et la rendre plus inclusive.

Cet extrait est tiré d'épreuves *non corrigées*. Prière de vérifier les citations et leurs auteurs dans le volume publié.

Morocco's Quest for Stronger and Inclusive Growth

Publié sous la direction de Roberto Cardarelli et Taline Koranchelian

ISBN : 9798400225406 ; DOI : 10.5089/9798400225406.071

Date de publication : automne 2023

Formats : numérique ; broché

Nombre de pages : environ 240 pages

Prix : 25 dollars

Pour toute information sur cet ouvrage, veuillez vous adresser à :

International Monetary Fund, IMF Publications

PO Box 92780, Washington, DC 20090, U.S.A.

Courriel : publications@imf.org

bookstore.imf.org

© 2023 Fonds monétaire international

This page intentionally left blank

LE MAROC EN QUÊTE D'UNE CROISSANCE PLUS FORTE ET PLUS INCLUSIVE

Directeurs de publication

**ROBERTO CARDARELLI
TALINE KORANCHELIAN**

EXTRAIT

© 2023 Fonds monétaire international
Couverture : service création et multimédia du FMI

**Cataloging-in-Publication Data IMF Library
IMF Library**

Names: Cardarelli, R. (Roberto), editor. | Koranchelian, Taline, editor. |
International Monetary Fund, publisher.

Title: Morocco's quest for stronger and inclusive growth.

Edited by Roberto Cardarelli and Taline Koranchelian

Description: Washington, DC : International Monetary Fund, 2023. | 2023. |

Includes bibliographical references.

Identifiers: ISBN:

9798400225406 (paper)

9798400225468 (ePub)

9798400225574 (WebPDF)

Subjects: LCSH: Economic development—Morocco. | Economic policy—
Morocco.

Classification: LCC HD70.M6 M67 2023

MISE EN GARDE : Les opinions exprimées dans cet ouvrage n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient être attribuées au Fonds monétaire international (FMI), à son conseil d'administration, sa direction ou ses pays membres. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes n'impliquent, de la part du FMI, aucun avis sur le statut juridique d'un territoire, ni aucun aval de ces frontières.

Citation recommandée : Cardarelli, Roberto et Taline Koranchelian, directeurs de publication. 2023. *Le Maroc en quête d'une croissance plus forte et plus inclusive*. Washington : Fonds monétaire international.

ISBNs: 9798400225406 (English, paper)

9798400225468 English, (ePub)

9798400225574 (English, WebPDF)

Prière d'envoyer les commandes à :

International Monetary Fund, Publication Services

PO Box 92780, Washington, DC 20090, USA

Tél. : (202) 623-7430 Téléc. : (202) 623-7201

Courriel : publications@imf.org

Internet : www.elibrary.imf.org

www.bookstore.imf.org

Table des matières

Avant-propos <i>Kristalina Georgieva</i>	vii
Préface <i>Aziz Akhannouch</i>	ix
Remerciements	xi
Contributeurs	xiii
Abréviations	xix
Introduction <i>Roberto Cardarelli et Taline Koranchelian</i>	1
PARTIE I. MAROC : RÉFORMES PASSÉES ET PROGRAMME DE TRANSFORMATION	
1. Maroc : vingt ans de réformes <i>Maximilien Queyranne</i>	
2. Nouveau modèle de développement du Maroc : établir la feuille de route pour un développement propulsé par le capital humain <i>Chakib Benmoussa</i>	
PARTIE II. RENFORCER LA RÉSILIENCE MACROÉCONOMIQUE	
3. Transition vers un régime de ciblage de l'inflation <i>Dániel Baksa et Aleš Bulíř</i>	
4. Une nouvelle règle budgétaire pour le Maroc ? <i>David Bartolini, Chiara Maggi et Francisco Roch</i>	
PARTIE III. POUR UNE ÉCONOMIE PLUS PRODUCTIVE ET DIVERSIFIÉE	
5. Augmenter le potentiel de croissance du Maroc : évaluation de l'efficacité des réformes structurelles <i>Hippolyte Balima, Olivier Bizimana et Ananta Dua</i>	
6. Leviers de l'emploi manufacturier au Maroc <i>Abdelaaziz Ait Ali et Oumayma Bourhriba</i>	
7. Changement climatique et développement au Maroc <i>Moëz Cherif, Javier Díaz-Cassou et Carole Megevand</i>	

PARTIE IV. PROMOUVOIR L'INCLUSION

- 8. Comment s'explique le chômage des jeunes au Maroc ?
Le cas des Marocains déscolarisés et inactifs (NEET)**
*Federica Alfani, Fabio Clementi, Michele Fabiani,
Vasco Molini et Enzo Valentini*
- 9. Inégalités de genre et conséquences pour la croissance au Maroc**
Lisa Kolovich et Anta Ndoye
- 10. Inclusion financière au Maroc**
Lorraine Ocampos
- 11. Efficience des dépenses publiques d'éducation**
Dominique Fayad, Gregory Auclair et Ananta Dua

Index

Avant-propos

Kristalina Georgieva

Directrice générale du Fonds monétaire international

En 2023, le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) ont organisé leur assemblée annuelle conjointe à Marrakech, un événement qui n'avait pas eu lieu en Afrique depuis les réunions de Nairobi au Kenya, il y a 50 ans.

Choisir Marrakech pour l'Assemblée annuelle 2023 de la Banque mondiale et du FMI était pertinent. La stabilité économique notable du Maroc et la progression constante du niveau de vie, observées depuis plusieurs décennies, pourraient inspirer d'autres pays, surtout dans le contexte géoéconomique actuel, extrêmement incertain. De surcroît, les réformes ambitieuses conduites par le Maroc lui ont permis de résister à plusieurs chocs graves ces dernières années, dont la pandémie de COVID-19, deux sécheresses sévères et les très fortes variations des termes de l'échange provoquées par la guerre russe en Ukraine.

Le présent ouvrage, *Morocco's Quest for Stronger and Inclusive Growth*, explore les facteurs sous-jacents de la résilience du Maroc. Il pointe les nombreuses réformes lancées il y a quelques décennies, y compris pour ouvrir le pays au commerce international, investir dans les infrastructures essentielles, diminuer les subventions non ciblées, renforcer l'indépendance de la banque centrale, élaborer un cadre de surveillance financière solide et moderniser la gouvernance dans les secteurs public et privé. La réussite du Maroc dans ces domaines semble montrer que de telles réformes sont essentielles pour les pays en quête de stabilité macroéconomique comme préalable à la croissance.

Quels que soient les progrès accomplis, il faut faire davantage pour que la croissance soit durable et inclusive. Les autorités en sont conscientes et ont conçu une série de réformes en pleine pandémie pour améliorer le filet de protection sociale et les résultats en matière d'éducation, promouvoir l'entrepreneuriat privé et l'accès aux financements, offrir plus de débouchés aux femmes et aux jeunes, et atténuer les effets du changement climatique. Cet ouvrage décrit plusieurs de ces initiatives, qui pourraient être autant d'exemples à suivre pour d'autres pays.

Le Maroc est une passerelle vers l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient. L'Assemblée annuelle de 2023 à Marrakech nous donne l'occasion de saluer l'engagement déterminé du Maroc en faveur des réformes et de la stabilité économiques et de promouvoir le rôle exemplaire du Maroc, qui a su créer des relations de commerce et d'investissement dans un monde de plus en plus fragmenté. J'espère que cet ouvrage nous aidera dans cette entreprise et, surtout, que nous continuerons dans les prochaines années à féliciter le Maroc pour ses avancées dans la longue quête d'une croissance solide et inclusive.

This page intentionally left blank

Préface

Aziz Akhannouch

Chef du gouvernement, Royaume du Maroc

En cette troisième décennie du XXI^e siècle, le Maroc se trouve à un tournant décisif. Après vingt années de réformes ambitieuses et ininterrompues sous la direction de Sa Majesté le roi, nous voici à l'aube d'une nouvelle ère, pendant laquelle nous accélérerons et intensifierons nos efforts pour qu'advienne un nouveau modèle de développement fondé sur le capital humain et la transition écologique. C'est dans ce contexte que l'analyse complète et détaillée fournie dans cet ouvrage nous rappelle les succès remportés dans les dernières décennies et offre un éclairage appréciable sur les défis à venir.

La réaction du Maroc aux crises successives, en particulier la pandémie de COVID-19 et l'épisode inflationniste de 2022, a démontré notre capacité à préserver la stabilité macroéconomique tout en opposant une riposte unifiée et rationnelle à des chocs exogènes violents. Déployées avec une célérité et une efficacité sans précédent, les mesures ciblées destinées à protéger le pouvoir d'achat et la santé publique nous ont rendus plus confiants dans notre capacité à mettre en œuvre des politiques sociales inclusives et transformatrices. À l'automne 2021, conformément à l'Agenda royal, le gouvernement a donc lancé une série de réformes pour renforcer la solidarité des institutions et les systèmes de protection sociale.

Le capital humain est au centre de ces réformes, inspirées des meilleures pratiques internationales, que ce soit en matière d'enseignement ou de lutte contre la pauvreté. La composante sociale ambitieuse des réformes en cours comprend l'expansion de la protection sociale et l'introduction d'un programme d'aides directes en faveur des plus vulnérables. Le programme s'accompagne d'une réforme en profondeur des systèmes d'éducation et de santé du pays. Ces réformes conjuguées portent en germe un État social moderne garant de la justice sociale et d'un développement inclusif et réservant une place plus importante aux femmes.

La transition vers un régime de croissance soutenue exige aussi une politique volontariste afin de rendre les conditions de l'activité des entreprises et de l'emploi plus attractives pour les investisseurs privés. Le gouvernement a entrepris une réforme globale des politiques d'investissement pour renforcer le climat des affaires. Notre nouvelle charte de l'investissement, axée sur les projets économiques durables et créateurs d'emploi et l'investissement dans les secteurs technologiques et d'avenir, s'accompagne d'une refonte des processus d'investissement, d'une décentralisation administrative plus poussée, d'une réforme fiscale ambitieuse et d'une modernisation de l'État actionnaire.

Surtout, ces projets ne sauraient se concrétiser sans une réaction vigoureuse et durable face au défi majeur des ressources en eau, essentielles à la fois pour la

souveraineté alimentaire et la croissance économique. Conformément à la Vision royale, le gouvernement suit une feuille de route volontariste pour doter le pays de réservoirs, continuer à rationaliser l'exploitation des ressources et relier les bassins excédentaires du Nord aux bassins déficitaires du Sud. Des investissements à grande échelle dans des projets de production d'eau non conventionnels (dessalement, traitement des eaux usées) sont également en cours, dont la construction de dix usines de dessalement, qui permettront d'augmenter d'un milliard de mètres cubes la production d'eau.

Pour promouvoir une économie résiliente et sobre en carbone, le Maroc investit à grande échelle dans la production d'énergies vertes compétitives. Sous la direction de Sa Majesté, nous aspirons à tripler la puissance installée des parcs éoliens et solaires, et à positionner le Maroc sur le marché de l'hydrogène vert. Ces objectifs renforceront la souveraineté énergétique du pays, tout en en faisant un exemple à suivre en matière de préservation de l'environnement.

Notre engagement résolu en faveur de la rigueur budgétaire et des réformes structurelles nous met sur la voie de la stabilité macroéconomique ; c'est le socle sur lequel repose la confiance de nos partenaires économiques et financiers, comme le montrent la ligne de crédit modulable accordée par le FMI au Maroc ; le volume et les conditions favorables des financements obtenus sur les marchés internationaux et le retrait du pays de la liste grise du Groupe d'action financière.

Ce livre souligne ce qui a déjà été réalisé, sans méconnaître l'ampleur des défis restant à relever. Je veux remercier toutes les personnes qui ont contribué à l'ouvrage. Votre travail approfondi et rigoureux est un atout précieux pour l'atteinte de nos objectifs. En mettant en perspective les avancées économiques et sociales récentes du Royaume, ce livre témoigne de la montée en puissance de l'Afrique.

Bonne lecture à tous !

Remerciements

Cet ouvrage est le fruit de la collaboration d'un certain nombre d'économistes du FMI et de la Banque mondiale, et d'économistes marocains. Nous sommes particulièrement reconnaissants envers Monsieur le Ministre Chakib Benmoussa, qui a apporté sa contribution avec un chapitre reprenant le rapport de 2021 sur le Nouveau modèle de développement. Nous adressons également nos remerciements à Moëz Cherif, Javier Díaz-Cassou et Carole Megevand, qui ont rédigé un chapitre à partir du Rapport sur le climat et le développement du Maroc publié par la Banque mondiale en 2022. Enfin, nous remercions le Policy Center for the New South à Rabat, qui a signé l'un des chapitres de ce livre et avec lequel les discussions sur le pays et la région ont toujours été constructives. Nos remerciements vont également à Lorraine Coffey, du département de la communication du FMI, qui a géré de manière exceptionnelle la production de cet ouvrage, ainsi qu'à Absolute Service, Inc., pour la révision, la relecture et la mise en page.

This page intentionally left blank

Contributeurs

DIRECTEURS DE PUBLICATION

Roberto Cardarelli est sous-directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI et chef de mission pour le Maroc. Il a occupé divers postes au FMI, notamment au département Hémisphère occidental, où il a dirigé la division Amérique du Nord et la division Cône Sud II, et a été chef de mission pour le Canada, le Chili et l'Argentine ; au département Asie et Pacifique, où il a dirigé la division des études régionales ; et au département des études, où il a travaillé sur les *Perspectives de l'économie mondiale*. De nationalité italienne, M. Cardarelli est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni).

Taline Koranchelian est directrice adjointe du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, où elle supervise le travail régional du département ainsi que l'Algérie, Djibouti, l'Égypte, l'Iraq, le Maroc, la Mauritanie, la Tunisie et le Yémen. Elle est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en finance internationale et d'un master en politique économique de l'Université Saint Joseph de Beyrouth. Avant ce poste, le 1^{er} juin 2016, Mme Koranchelian avait pris la direction du Centre régional d'assistance technique du Moyen-Orient (FMI). Entre 2012 et 2016, en tant que sous-directrice du département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation, elle était responsable de la politique de surveillance du FMI et de l'examen des travaux du FMI concernant une trentaine de pays dans différentes régions. Avec une expérience de plus de vingt ans au FMI, Mme Koranchelian a occupé divers postes au département Moyen-Orient et Asie centrale, au département des finances publiques, au département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation et au conseil d'administration du Fonds. Elle a dirigé des missions dans de nombreux pays d'Afrique, d'Asie centrale, d'Europe et du Moyen-Orient et supervisé l'élaboration de diverses politiques du FMI. Avant d'entrer au FMI, Mme Koranchelian a travaillé à la Banque centrale du Liban et a été cheffe de cabinet et conseillère du ministre libanais de l'Économie et du Commerce.

AUTEURS

Federica Alfani est économiste au sein de la pratique mondiale sur la pauvreté et l'équité (Banque mondiale). Elle travaille sur la Tunisie, et ses principaux centres d'intérêt scientifique sont la pauvreté, le développement rural et les marchés du travail. Elle a travaillé auparavant au Fonds international de développement agricole et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Elle est titulaire d'un master en économie du développement et en coopération internationale et d'un doctorat d'économie de l'Université Tor Vergata (Rome).

Abdelaaziz Ait Ali est économiste principal et chef du département des études au Policy Center for the New South, où il est entré en 2014 après une expérience de cinq ans comme économiste à la Banque centrale du Maroc (département des études et relations internationales). Il y analysait l'indice des prix immobiliers et les prix des actifs financiers à des fins de politique monétaire et de stabilité financière. Depuis, il travaille essentiellement sur les enjeux conjoncturels et structurels de l'économie marocaine, y compris la gestion macroéconomique et la formulation des politiques industrielles. M. Ali est titulaire d'un master en économétrie de l'Université Hassan II (Casablanca).

Gregory Auclair a été analyste de recherche au département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI entre 2014 et 2018. Il termine actuellement un doctorat en économie à l'Institut de hautes études internationales et du développement (Genève).

Dániel Baksa est économiste à l'Institut pour le développement des capacités du FMI. Il a contribué à divers projets de développement des capacités de prévisions macroéconomiques et de modélisation des politiques dans plusieurs banques centrales (Jordanie, Maroc et Philippines) et ministères des Finances (Arménie, Cambodge, Géorgie et Israël). Avant de rejoindre le Fonds, il a été concepteur et analyste de modèles macroéconomiques dans plusieurs institutions politiques européennes, dont le Conseil budgétaire hongrois, la Banque centrale de Hongrie, OGREsearch (Prague), la Banque de Lituanie et la Banque centrale européenne. Ses recherches sont axées sur les modèles dynamiques d'équilibre général stochastique à générations imbriquées, les interactions entre politique monétaire et politique budgétaire et les effets du vieillissement sur le développement économique à moyen terme. De nationalité hongroise, M. Baksa est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université d'Europe centrale.

Hippolyte Balima est économiste au département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI. Avant de rejoindre le FMI, il a travaillé dans le groupe Pratiques mondiales Macroéconomie et Gestion fiscale à la Banque mondiale. Les travaux de M. Balima ont été publiés dans des revues universitaires de tout premier plan, notamment le *Journal of Development Economics*, l'*European Economic Review* et l'*Economic Review* du FMI. Il a en outre contribué à diverses publications en lien avec les politiques du FMI.

David Bartolini est économiste principal au département Europe du FMI. Il a occupé différents postes au département des finances publiques, où il a contribué aux travaux sur le financement des objectifs de développement durable pour les pays à faible revenu et les pays émergents, fourni un appui au Maroc et au Mali en tant que fiscaliste et dirigé une mission de développement des capacités au Maroc pour renforcer le cadre budgétaire à moyen terme du pays. Il a rejoint le FMI après sept ans passés à Paris, à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), où il a participé à des travaux sur la fiscalité et la croissance inclusive et en a dirigé d'autres concernant la fiscalité et la productivité des entreprises. M. Bartolini a également contribué aux travaux de l'OCDE sur l'avenir du travail, le développement régional et le fédéralisme fiscal, et participé à plusieurs examens nationaux. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de l'Essex (Royaume-Uni).

Chakib Benmoussa est le ministre de l'Éducation nationale, du Préscolaire et des Sports du Maroc depuis 2021. Il a occupé plusieurs postes au ministère de l'Équipement (directeur de la planification et des études, directeur des routes) et exercé les fonctions de secrétaire général du département du Premier ministre entre 1995 et 1998. Après quelques années dans le secteur privé, où il a été successivement président de Sonasid et de Tangiers Free Zone et administrateur général du groupe Brasseries du Maroc, il a été nommé ministre de l'Intérieur en 2006, puis, en 2011, président du Conseil économique et social marocain. M. Benmoussa a été l'Ambassadeur de Sa Majesté le roi Mohammed VI en France de mars 2013 à octobre 2021, avant d'être nommé président de la Commission spéciale sur le modèle de développement par Sa Majesté le roi Mohammed VI en novembre 2019. M. Benmoussa est ingénieur, diplômé de l'École Polytechnique de Paris (1979) et de l'École nationale des ponts et chaussées de Paris (1981). Il est également titulaire d'un master en sciences du Massachusetts Institute of Technology (1983).

Olivier Bizimana est économiste principal au département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, où il travaille sur le Maroc, et à la division analyse et stratégie régionales. Il a travaillé précédemment au département des études du FMI, plus particulièrement sur les pays du Groupe des Vingt. Avant d'entrer au FMI, en 2015, il a fait partie de la Global Economics Team de Morgan Stanley (Londres). Il était auparavant responsable de la recherche économique pour la zone euro au sein du Groupe Crédit Agricole (Paris). Il a également enseigné cinq ans la macroéconomie en troisième cycle, à l'Université Paris Dauphine. En tant que chercheur, il s'intéresse à la finance internationale, à la politique monétaire, aux aspects macrofinanciers et aux fluctuations du cycle économique. M. Bizimana a obtenu un doctorat et un diplôme de deuxième cycle en économie à l'Université Paris Dauphine et un master en économie et statistiques de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (Paris).

Oumayma Bourhriba est économiste au Policy Center for the New South. Titulaire d'une maîtrise en économie appliquée, elle est actuellement doctorante à l'Université Mohammed V (Rabat). Ses domaines de recherche incluent la gestion macroéconomique, le commerce international et la croissance économique à long terme. Elle a travaillé auparavant sur les questions relatives aux services commerciaux au Maroc et en Afrique, l'investissement direct étranger au Maroc, le développement économique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, ainsi que les conséquences pour l'Afrique et le Maroc de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine.

Aleš Bulíř est sous-directeur de l'Institut régional de formation FMI–Singapour. Ses postes les plus récents au FMI ont été au département de l'élaboration et de l'examen des politiques, au département des études et à l'Institut pour le développement des capacités. Il est diplômé de la London School of Economics et de l'Université d'économie de Prague. Avant de rejoindre le Fonds, il a enseigné l'économie à Prague et travaillé à la Banque nationale tchèque. En tant que chercheur, il s'intéresse au rôle de la communication dans la politique monétaire, à la modélisation macroéconomique et au rôle de l'aide au développement.

Moëz Cherif est le chef du programme infrastructures à la Banque mondiale. S'appuyant sur une expérience de plus de vingt ans dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures, il s'intéresse aujourd'hui plus particulièrement à la promotion des investissements dans l'énergie verte et les infrastructures de transport, à l'amélioration des résultats dans les secteurs de l'énergie et à l'intégration des marchés internationaux de l'électricité, mais aussi à la promotion de l'accès à des services numériques compétitifs. Cet ancien économiste spécialiste des infrastructures à la Société financière internationale a rejoint la Banque mondiale en 2008, où il a d'abord travaillé en Afrique subsaharienne sur la conception de projets hydroélectriques et de projets de « gaz pour l'électricité », ainsi que sur la transformation et la réforme des entreprises d'électricité.

Fabio Clementi (docteur en économie) enseigne à l'Université de Macerata (Italie). En tant que chercheur, ses principaux centres d'intérêt sont la distribution par taille des revenus, des richesses et des entreprises ; l'analyse des cycles économiques ; et la validation empirique de modèles économiques à base d'agents par les données du monde réel. Il a publié plusieurs articles dans des revues internationales à comité de lecture ainsi que des chapitres pour divers ouvrages sur des sujets en lien avec son activité scientifique ; il est également relecteur pour diverses revues internationales. Il a aussi participé à plusieurs projets de recherche nationaux et internationaux dans le domaine de la modélisation économique à base d'agents. M. Clementi a présenté des communications lors de nombreuses rencontres internationales, y compris en tant que conférencier invité, et contribué à plusieurs conférences internationales comme membre du comité scientifique ou organisateur. Très récemment, il a été consultant de la Banque mondiale pour les questions liées à la répartition des revenus, à la pauvreté et aux inégalités.

Javier Díaz-Cassou est économiste régional senior de la Banque mondiale pour le Maroc, en poste à Rabat. Avant d'entrer à la Banque mondiale, en 2020, il était économiste principal à la Banque interaméricaine de développement et couvrait la région andine. Il a également occupé diverses fonctions à la London School of Economics, la Banque d'Espagne et la Banque centrale européenne. En tant que chercheur, il s'intéresse principalement à l'économie du développement, à la croissance, au changement climatique et à la dette souveraine ; il est publié dans diverses revues universitaires comme *World Development*, le *Journal of Banking and Finance*, les *Oxford Academic Papers* ou le *Journal of Applied Economics*. Il est titulaire d'un doctorat de la London School of Economics.

Ananta Dua est analyste de recherche au département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI. Elle travaillait avant au département des études, où elle a participé à plusieurs projets, dont les *Perspectives de l'économie mondiale*, et les notes de surveillance et les rapports d'orientation à l'intention du Groupe des Vingt. Elle est titulaire d'un master en économie appliquée de l'Université Johns Hopkins.

Michele Fabiani est chercheur en économie politique à l'Université de Macerata, et il est consultant de la Banque mondiale depuis 2018. Titulaire d'un doctorat en méthodes quantitatives d'évaluation des politiques de l'Université de Macerata, ses principaux domaines d'intérêt en tant que chercheur sont la répartition des revenus et les inégalités.

Dominique Fayad est économiste au département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI, et travaille sur les questions climatiques. Elle a couvert précédemment plusieurs sujets de politique macroéconomique en lien avec la politique et la gouvernance budgétaires et les secteurs monétaire et extérieur au Moyen-Orient et en Asie centrale, en Europe de l'Est et en Afrique subsaharienne. Elle a travaillé sur la croissance et les réformes structurelles marocaines de 2014 à 2016. Elle est entrée au FMI en 2014 dans le cadre du Programme-économistes, après des études doctorales à l'Université Paris-Sorbonne.

Lisa Kolovich est économiste principale au sein de l'unité inclusion et genre du FMI et coautrice de la première stratégie du FMI pour l'intégration de l'égalité des genres. Elle a également travaillé au département Afrique et au département des études et dirigé l'équipe de recherche sur les questions de genre dans le cadre d'une collaboration FMI-Department for International Development consacrée aux enjeux macroéconomiques dans les pays à faible revenu. Ses travaux portent sur la budgétisation sensible au genre et les initiatives de politique budgétaire comme outils de réduction des inégalités de genre, et elle a contribué à l'ouvrage *Fiscal Policies and Gender Equality*, publié sous sa direction.

Chiara Maggi est économiste à la division études économiques mondiales au sein du département des études du FMI. Avant d'occuper ce poste, elle a fait partie de l'équipe chargée du Maroc au département Moyen-Orient et Asie centrale ainsi que de l'unité réformes structurelles du département des études du FMI. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université Northwestern.

Carole Megevand a travaillé 25 ans dans le domaine du développement international, dans diverses régions du monde. Elle est actuellement en poste à Rabat (Maroc), où elle est cheffe de secteur pour le programme de développement durable de la Banque mondiale au Maghreb et à Malte. M^{me} Megevand a rejoint la Banque en 2002 et dirigé plusieurs opérations complexes concernant les ressources naturelles dans divers pays africains et latino-américains, toujours avec un intérêt particulier pour l'intersectoralité et la gouvernance. Entre autres fonctions, elle a été nommée responsable mondiale forêts et a piloté dans ce cadre la préparation du Plan d'action forestier de la Banque mondiale. Elle est titulaire de deux masters, respectivement en économie agricole et en économie de l'environnement/des ressources naturelles.

Vasco Molini est chef de programme à la Banque mondiale. Pendant plus d'une décennie au sein de la Banque, il a travaillé au Mozambique, en Angola, à Sao Tomé-et-Principe, au Ghana, au Nigéria, au Maroc, en Tunisie et en Libye, où il a engagé des concertations au niveau national sur l'emploi, la réduction de la pauvreté, la polarisation et les conflits, et piloté des initiatives de renforcement des capacités statistiques au niveau des pays. Il a également publié des articles sur ces questions dans une vingtaine de revues internationales à comité de lecture. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Florence et d'un diplôme postdoctoral de l'Université libre d'Amsterdam.

Anta Ndoye est représentante résidente du FMI pour la Mauritanie au département Moyen-Orient et Asie centrale. Avant cela, elle a travaillé comme économiste sur l'Arabie saoudite et le Maroc, contribuant alors à plusieurs projets de recherche sur la croissance inclusive et l'inclusion financière. Elle a également travaillé comme conseillère auprès du ministère de l'Économie du Sénégal et à Bruegel, un groupe de réflexion bruxellois. Elle est titulaire d'un doctorat de l'Université de Strasbourg et d'un diplôme d'ingénieure statisticienne de la Toulouse School of Economics.

Lorraine Ocampos est une économiste chevronnée spécialiste des politiques économiques qui, durant les trente dernières années, a travaillé à de très nombreuses reprises avec le FMI, des banques centrales et des cercles de réflexion économique. De 2000 à 2021, elle a été économiste principale au FMI ; elle s'est vu confier diverses missions, et ses principaux domaines de compétence étaient la conception, la négociation et l'examen des programmes du Fonds et des questions de politique budgétaire, dont l'équité en matière fiscale, la politique de dépenses publiques et la gestion des finances publiques.

Maximilien Queyranne est chef de division adjoint au département des finances publiques (FAD) du FMI. Avant cela, il avait travaillé sur le Maroc au département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI et sur le Sénégal, au département Afrique. En tant qu'économiste au sein du FAD, il a également travaillé sur la Côte d'Ivoire, le Portugal et le Myanmar, et participé activement à la fourniture d'assistance technique pour la budgétisation, la communication et la gestion des investissements publics. Avant d'entrer au FMI, il a été diplomate au ministère français des Affaires étrangères (2002–04), magistrat à la Cour des comptes française (2006–10) et spécialiste du secteur public à la Banque mondiale (2010–11). M. Queyranne est issu de l'École nationale d'administration.

Francisco Roch est économiste à la division questions systémiques du département des études du FMI et avait travaillé précédemment au département Afrique, au département Hémisphère occidental et au département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation. Entre 2017 et 2019, alors en congé du FMI, il a été directeur adjoint du département de recherche du Centre d'études monétaires latino-américaines au Mexique. Ses principaux domaines d'intérêt en tant que chercheur sont la macroéconomie et la finance internationale, et plus particulièrement les crises de la dette souveraine et les politiques monétaires et macroprudentielles. M. Roch a publié des articles dans des revues internationales de tout premier plan, dont l'*American Economic Journal: Macroeconomics*, le *Journal of International Economics* et le *Journal of Political Economy: Macroeconomics*. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de Chicago.

Enzo Valentini enseigne l'économie politique à l'Université de Macerata (département des sciences politiques, de la communication et des relations internationales). Ses recherches portent principalement sur l'économie du travail, l'économie parallèle, les inégalités, les changements structurels et les conséquences de la robotisation. Il est titulaire d'un diplôme en économie de l'Université de Bologne et d'un doctorat de l'Université polytechnique des Marches.

Abréviations

AFS	analyse de frontière stochastique
BAM	Bank Al-Maghrib
CCDR	<i>Country Climate and Development Report</i> (Rapport sur le climat et le développement)
COP26	Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques
CSMD	Commission spéciale sur le modèle de développement
EME	économies de marché émergentes
EP	entreprises publiques
FMI	Fonds monétaire international
FMV	filtre multivarié
FRC	financement des risques de catastrophe
GTAP	<i>Global Trade Analysis Project</i> (Projet d'analyse des échanges mondiaux)
IP	importateurs de pétrole
MACF	mécanisme d'ajustement carbone aux frontières
MFMMod	modèle macrostructurel de la Banque mondiale
MOAC	Moyen-Orient et Asie centrale
MOAN	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MOANAP	Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan
MPME	micro, petites et moyennes entreprises
NAIRU	taux de chômage non accélérateur de l'inflation
NEET	jeunes déscolarisés et inactifs
NMD	Nouveau modèle de développement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
PAL	pays d'Amérique latine
PE	pays émergents
PEPD	pays émergents et pays en développement
PIB	produit intérieur brut
PIRLS	Programme international de recherche en lecture scolaire
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
PME	petites et moyennes entreprises
PNE	Plan national de l'eau
PTF	productivité totale des facteurs
SFMM	système flexible de modèles multinationaux
TAF	taux d'activité féminine
TIC	taxe intérieure de consommation
TIMSS	Tendances internationales des études en mathématiques et en sciences
TVA	taxe sur la valeur ajoutée

This page intentionally left blank

Introduction

Roberto Cardarelli et Taline Koranchelian

Au cours des trois dernières décennies, le Maroc a réalisé d'importantes avancées en termes de stabilité et de développement économiques. Après les turbulences des années 80, époque où de graves déséquilibres macroéconomiques ont nécessité des programmes d'ajustement appuyés par le FMI, les trois dernières décennies ont été caractérisées par une stabilité économique appréciable et une progression régulière des niveaux de vie — deux avancées obtenues grâce à une approche prudente de la politique budgétaire, un programme efficace d'investissements publics qui ont amélioré l'infrastructure du pays et une série de réformes. Ces réformes ont 1) modernisé les cadres de la politique monétaire et de la surveillance financière, 2) ouvert le pays au commerce international et attiré les investisseurs étrangers, et 3) progressivement renforcé la gouvernance des administrations publiques. Ce n'est donc pas une coïncidence si, du fait de ces progrès et de l'efficacité reconnue de ses institutions économiques, le Maroc s'est vu accorder en 2023 une ligne de crédit modulable du FMI, qui est une ligne de crédit de précaution réservée aux pays dotés de politiques et de cadres institutionnels très solides.

Cependant, le Maroc a encore du chemin à parcourir dans sa quête d'une croissance forte, résiliente et inclusive. Après une accélération dans les dix premières années du nouveau millénaire, la convergence de revenu avec les pays avancés a ralenti ces quinze dernières années. De plus, malgré les progrès constatés depuis dix ans, les bénéfices du développement économique demeurent inaccessibles à une fraction importante de la population marocaine, en particulier aux jeunes et aux femmes. Leurs taux de chômage sont élevés et le poids du secteur informel reste important.

Bien que le Maroc ne soit pas le seul pays du monde à s'efforcer d'offrir des perspectives plus vastes et plus justes à tous ses citoyens, l'expérience marocaine a ceci de particulier que ses dirigeants ont conscience de la nécessité de lancer une nouvelle série de réformes audacieuses et ambitieuses pour s'attaquer à ces questions. En effet, à partir de 2020, et donc en pleine pandémie et pendant la pire récession que le Maroc ait connue récemment, les autorités ont annoncé une grande vague de réformes destinées à faciliter la transition du pays vers un « nouveau modèle de développement ». L'idée que l'avenir de la croissance économique dépendra de plus en plus des investissements du secteur privé, d'une accumulation plus substantielle de capital humain, d'une participation accrue des femmes à la vie économique, d'un système de protection sociale ciblant efficacement les populations ayant véritablement besoin d'être aidées par l'État, d'un secteur financier alliant stabilité et dynamisme dans

l'affectation des ressources et d'un renforcement constant de la gouvernance des institutions publiques est au cœur de cette transition.

Cet ouvrage offre une large vue d'ensemble sur les progrès de l'économie marocaine durant les dernières décennies et sur le programme de modernisation économique à venir. Dans une certaine mesure, la réussite exemplaire du Maroc est riche d'enseignements pour de nombreux pays en développement qui cherchent encore à jeter les fondations de leur stabilité macroéconomique. La série de réformes que le pays a commencé à mettre en œuvre peut également inspirer tous les pays désireux de renforcer leur croissance et de la rendre plus inclusive.

Le premier chapitre, écrit par Maximilien Queyranne, se concentre sur les politiques et les réformes qui ont permis au Maroc de préserver la stabilité macroéconomique malgré les multiples chocs négatifs survenus au cours des quinze dernières années. Ce sont en particulier la suppression des subventions pétrolières, les réformes paramétriques des retraites et l'adoption d'un cadre budgétaire pluriannuel qui ont contribué à la discipline budgétaire pendant la crise financière mondiale, la crise de la zone euro, les soulèvements arabes et les chocs pétroliers entre 2008 et 2012. Dans le même temps, l'ouverture du pays au commerce international, son insertion dans certaines chaînes de valeur mondiales manufacturières (automobile, aéronautique, électronique, par exemple) et le développement des exportations de services non touristiques (comme la banque et les télécommunications) ont protégé la position extérieure du Maroc durant cette même période. La préservation des équilibres intérieurs et extérieurs avant la crise pandémique a dégagé la marge de manœuvre nécessaire pour opposer une riposte vigoureuse à la crise sanitaire et au choc des termes de l'échange qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Mais les quinze dernières années ont aussi été marquées par un ralentissement de la croissance économique. L'élan de développement impulsé par l'industrialisation rapide dans de nouveaux secteurs et l'accumulation de capital physique (infrastructures) a commencé à marquer le pas après la crise financière mondiale. La décélération de la croissance économique ne permettant pas d'absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail, d'accueillir progressivement les femmes dans la vie économique ni de réduire le secteur informel très important, les autorités marocaines ont conclu à juste titre que le modèle de croissance traditionnel était en bout de course. Elles ont alors commencé à réfléchir à une nouvelle vague de réformes structurelles pour lancer un nouveau modèle de développement. Au chapitre 2, Chakib Benmoussa, le président de la Commission royale sur le nouveau modèle de développement, explique le programme de réformes ambitieux figurant dans le rapport publié par la Commission à l'été 2021. Ce rapport fixe une série d'objectifs quantitatifs, dont 1) le doublement du produit intérieur brut (PIB) par habitant et du taux d'activité féminine d'ici 2035, 2) la réduction de la part de l'emploi informel, de 60 à 20 %, et 3) le relèvement de 11 à 40 % de la part de l'énergie consommée d'origine renouvelable. Atteindre ces objectifs exigerait de faire du secteur privé le principal moteur de la croissance en supprimant les obstacles à l'entrée, en améliorant la compétitivité et en réformant les entreprises publiques (EP) pour en diminuer le poids économique. Mais ces efforts ne sauraient être couronnés de succès sans des investissements massifs dans le capital humain, y compris dans un enseignement de qualité ; un système de

protection sociale augmentant la résilience et l'inclusion ; et des mesures multipliant les débouchés et les moyens de participation, notamment pour les jeunes et les femmes.

La transition du Maroc vers un nouveau modèle de développement nécessiterait aussi une évolution continue de son cadre de politique macroéconomique ; ce thème est traité dans la deuxième section de cet ouvrage. Au chapitre 3, Dániel Baksa et Aleš Bulíř discutent de l'un des aspects de cette évolution, à savoir la transition prévue vers un régime de politique monétaire avec ciblage de l'inflation. Dans le cadre de cette transition engagée il y a dix ans (avec l'appui de l'assistance technique du FMI), deux étapes ont déjà été franchies : un premier élargissement de la bande ($\pm 2,5$ %) par rapport au cours central en 2018 et un second (± 5 %) en mars 2020. La dernière étape de la transition consisterait à mettre fin au rattachement et à laisser flotter librement le taux de change dans un régime de politique monétaire avec ciblage explicite de l'inflation. Le chapitre explique les avantages d'une telle transition en présentant des simulations montrant comment le ciblage pourrait quelque peu protéger l'économie marocaine des chocs extérieurs réels. Bien que le régime de rattachement monétaire ait aidé le Maroc à maintenir un taux d'inflation bas et un taux de change reflétant les paramètres économiques fondamentaux et les politiques souhaitables durant les deux dernières décennies, un taux de change plus souple et une politique monétaire active guidée par une cible d'inflation formelle pourraient faciliter la transition du pays vers un nouveau modèle de croissance économique reposant sur des investissements plus importants du secteur privé.

Au chapitre 4, David Bartolini, Chiara Maggi et Francisco Roch examinent l'évolution possible d'une autre dimension du cadre de la politique macroéconomique, à savoir l'adoption d'une nouvelle règle budgétaire fondée sur le ratio dette/PIB comme point d'ancrage à moyen terme et d'une règle opérationnelle qui guiderait la politique budgétaire à court terme. Le Maroc a considérablement renforcé le cadre de sa politique économique ces dix dernières années, avec l'adoption d'une nouvelle loi de finances organique en 2015 et la publication d'un cadre budgétaire à moyen terme en 2022. Alors que le pays s'engage dans un processus d'assainissement progressif des finances publiques à la suite du gonflement de la dette publique en 2020, une nouvelle règle budgétaire pourrait toutefois contribuer à mieux orienter les anticipations concernant la future politique budgétaire et rassurer les investisseurs sur la détermination du Maroc à préserver la stabilité budgétaire. À partir d'un modèle d'équilibre général calibré pour le Maroc, les auteurs montrent qu'en fonctionnant comme un dispositif d'engagement crédible, la règle budgétaire d'ancrage à la dette serait susceptible de corriger le problème d'incohérence dans le temps associé à une politique budgétaire discrétionnaire (période par période), qui peut conduire à trop emprunter. En abaissant le coût de la dette, une règle budgétaire crédible d'ancrage à la dette peut aussi faciliter la tâche des autorités qui pourraient vouloir assouplir la politique budgétaire en période de récession économique. En matière de règles budgétaires, les expériences passées semblent surtout indiquer qu'une des conditions essentielles du succès de ces règles est l'existence d'institutions budgétaires crédibles et efficaces.

La troisième section de l'ouvrage s'intéresse plus particulièrement aux moyens de rendre l'économie marocaine plus productive et résiliente. Au chapitre 5, Hippolyte Balima, Olivier Bizimana et Ananta Dua commencent par mettre en

évidence le ralentissement de la croissance potentielle du Maroc juste après la crise financière mondiale. Ils expliquent ce phénomène par le recul du taux d'activité mais aussi de la productivité du capital. Le choc pandémique semble avoir aggravé cette tendance en affectant la dynamique de la productivité. Les réformes annoncées par les autorités en 2020 sont susceptibles d'inverser ces tendances. Les auteurs se servent d'abord d'une méthode de fonction de production, puis d'un modèle d'équilibre général, pour quantifier l'incidence potentielle de ces réformes sur la production. Trois messages ressortent de leur analyse. Premièrement, bien que les effets des réformes soient incertains et dépendent largement de leur capacité à combler l'écart entre le Maroc et les pays avancés, la production à long terme augmente considérablement (de 5 à 10 %) même dans un scénario d'efficacité médian. Deuxièmement, l'impact le plus puissant sur la production à long terme est produit par les réformes qui accroissent la participation des femmes au marché du travail. Enfin, l'efficacité des réformes en termes de production est maximale quand elles sont financées sans avoir d'incidence sur le budget (grâce à une réaffectation des dépenses ou une augmentation des recettes fiscales) plutôt qu'en alourdissant la dette publique.

Au chapitre 6, Abdelaziz Ait Ali et Oumayma Bourhriba (du Policy Center for the New South) évaluent dans quelle mesure le secteur manufacturier peut être un vivier d'emplois important dans le futur. Le fait que la part de l'emploi manufacturier ait diminué ces vingt dernières années au Maroc (comme dans plusieurs autres pays avancés et pays émergents) inciterait à en douter. Les auteurs avancent que la décélération de l'emploi manufacturier peut largement s'expliquer par la baisse de la demande intérieure et l'augmentation rapide de la productivité du travail dans ce secteur au cours des quinze dernières années. Cette évolution est due à une transition des secteurs de fabrication à haute intensité de main-d'œuvre, comme le textile, vers les secteurs de haute technologie comme l'automobile et l'électronique. Bien qu'un secteur manufacturier très dynamique reste un des piliers de la croissance marocaine et un moteur potentiel de création d'emplois de qualité, la conclusion des auteurs est qu'il faudra davantage d'emplois en provenance du secteur des services.

Aucune discussion sur la transformation structurelle de l'économie marocaine ne peut faire l'impasse sur l'évolution des conditions climatiques, synonyme à la fois de nouveaux risques et de nouvelles possibilités. Au chapitre 7, Moëz Cherif, Javier Díaz-Cassou et Carole Megevand (tous de la Banque mondiale) examinent d'abord les risques associés à la fréquence accrue des sécheresses et à la pénurie croissante de ressources en eau, qui pourraient être à l'origine de pertes de PIB importantes dans le futur (avec des conséquences disproportionnées sur les ménages ruraux et urbains vulnérables). Pour faire face à ce défi, le Maroc devrait continuer à multiplier les points de stockage et mobiliser les infrastructures, mais également prendre des mesures de gestion de la demande afin de rationaliser la consommation d'eau. Le changement climatique ouvre aussi des perspectives. Disposant de sources d'énergie renouvelables très abondantes, le Maroc est particulièrement à même de tirer parti du programme de décarbonation mondial. La transition vers une matrice de production d'électricité non polluante pourrait renforcer les avantages comparatifs du pays, voire en faire un exportateur d'énergie verte, tout en stimulant la création d'emplois dans l'industrie et les services qui bénéficient du processus de décarbonation. Comme l'atteinte de

ces objectifs réclamerait des investissements non négligeables, surtout du secteur privé, il serait nécessaire d'adopter une démarche globale afin de mobiliser les ressources requises pour financer ces investissements et créer les conditions propices à une action climatique permettant des changements en profondeur.

La dernière section de l'ouvrage est consacrée à la nature inclusive du développement économique au Maroc. Le chapitre 8, préparé par Federica Alfani, Vasco Molini (tous les deux de la Banque mondiale), Fabio Clementi, Michele Fabiani et Enzo Valentini (tous de l'université italienne de Macerata), traite d'un fait stylisé notoirement caractéristique de l'économie marocaine et de nombreux autres pays moyen-orientaux et nord-africains : le pourcentage élevé de jeunes inactifs, déscolarisés ou ne suivant aucune formation (*not in employment, education or training*, NEET). L'un des résultats frappants de l'analyse réside dans les disparités hommes–femmes dans ce domaine : bien que la scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire et supérieur ait nettement augmenté au Maroc ces deux dernières décennies, on ne constate pas les mêmes progrès en termes de participation aux marchés du travail. En 2018, le taux de femmes sans emploi ni formation était encore deux fois supérieur au taux équivalent chez leurs homologues masculins. Les auteurs constatent en effet que la probabilité d'être dans cette situation est plus importante chez les femmes marocaines (surtout mariées ou avec des enfants) et chez les jeunes peu instruits, vivant dans des villes moyennes et issus de familles modestes. Sur le plan des politiques publiques, l'enjeu est clair : créer des incitations et proposer des services afin que les femmes marocaines entrent ou restent sur le marché du travail devrait être l'une des grandes priorités du programme de réformes structurelles du Maroc.

Les conséquences des disparités importantes entre hommes et femmes et l'identification des mesures à prendre par les pouvoirs publics pour y remédier font l'objet du chapitre 9, préparé par Lisa Kolovich et Anta Ndoye. Faisant écho aux conclusions du chapitre 5, le chapitre 9 signale une somme considérable d'études mettant en avant les coûts de production non négligeables qu'entraînent les fortes disparités de genre sur les marchés du travail. Au Maroc, la suppression des écarts de taux d'activité en fonction du sexe dans les 50 prochaines années se traduirait par une hausse d'environ 20 % des niveaux de revenu. Le chapitre résume les progrès que le Maroc a enregistrés sur le plan des réformes du droit et des politiques destinées à combler les inégalités entre hommes et femmes, y compris sa présentation en 2014 d'un cadre de budgétisation favorisant l'égalité des sexes (c'est-à-dire intégrant les priorités d'égalité tout au long du processus d'établissement du budget). De plus, le chapitre pointe plusieurs domaines qui justifieraient des réformes supplémentaires, par exemple la suppression des obstacles juridiques limitant les possibilités des femmes de participer à la vie économique, la garantie de l'égalité d'accès à l'éducation et l'intensification des efforts pour combler les écarts de savoirs fondamentaux.

L'un des aspects essentiels de l'inclusion est l'égalité des possibilités d'accès aux produits et services financiers. Dans le chapitre 10, Lorraine Ocampos atteste des avancées considérables enregistrées ces dernières années par le Maroc pour mettre sur pied un système financier relativement dense et bien développé. Toutefois, malgré ces progrès, les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) continuent d'avoir relativement peu accès au crédit, et des pans importants de la population (en

majorité des femmes, des pauvres vivant en milieu rural et de jeunes adultes) ont un accès restreint aux services financiers. Pour remédier à ces problèmes, il faudrait une approche globale et holistique qui pourrait s'appuyer sur les technologies financières récentes et les possibilités de la numérisation, comme le prévoit la Stratégie nationale d'inclusion financière lancée par Bank Al-Maghrib et le ministre marocain de l'Économie et des Finances. En particulier, l'adoption de solutions technologiques innovantes pourrait aider à dépasser les limites traditionnelles appliquées à la fourniture de services financiers et à l'octroi de crédits aux MPME, y compris en facilitant l'information sur le crédit et en réduisant les coûts financiers et administratifs liés aux montants modestes et aux risques réputés associés à ce type de prêts.

Le dernier chapitre du livre, préparé par Dominique Fayad, Gregory Auclair et Ananta Dua, est plus particulièrement consacré à l'un des principaux défis qui attendent le Maroc : l'amélioration indispensable de la qualité de son système éducatif. Malgré les progrès considérables de l'accès à l'éducation, l'efficacité de l'enseignement (mesurée par les résultats des élèves aux tests internationaux et par les taux de décrochage scolaire) demeure relativement médiocre. L'inadéquation des qualifications est un des facteurs notoirement à l'origine du niveau élevé de chômage chez les jeunes. Depuis la crise pandémique, la marge de manœuvre budgétaire est étroite, et il est donc impératif d'améliorer l'efficacité des dépenses publiques d'éducation pour que les résultats progressent. Le chapitre montre que des gains d'efficacité notables seraient possibles avec une meilleure gestion des budgets, des dispositions plus incitatives en faveur des enseignants, le relèvement du niveau global d'instruction et le renforcement de la qualité des institutions et de la gouvernance. Le fait que ces mesures fassent partie des réformes annoncées par le Maroc dans sa Vision stratégique de la réforme (éducative) 2015–30 et envisagées dans le rapport sur le Nouveau modèle de développement est encourageant.

Ces chapitres décrivent la plupart mais pas l'ensemble des dimensions qu'englobe la transition prévue du Maroc vers un nouveau modèle de développement économique. Parmi les nouvelles réformes lancées récemment et qui, sans être étudiées en détail ici, font néanmoins partie intégrante de cette transition, citons les suivantes :

- *Réforme du système de protection sociale.* Il s'agit d'étendre l'assurance maladie à environ 22 millions de Marocains qui n'en bénéficient pas actuellement, en remplaçant les subventions résiduelles par des transferts plus ciblés grâce à l'introduction d'un régime social unifié, en renforçant le système d'assurance chômage et en modifiant le système de retraite pour qu'il soit plus viable sur le plan financier et couvre mieux les Marocains âgés.
- *Réforme des soins de santé.* La fourniture des soins de santé fait également l'objet d'une restructuration en profondeur, avec la création de nouveaux centres régionaux placés sous la direction d'une nouvelle autorité nationale, le renforcement de la prestation des soins de santé grâce à de nouveaux hôpitaux et des personnels plus nombreux et des mesures visant à améliorer l'efficacité du système (recours encouragé aux médecins de famille et aux pratiques locales, et facilitation des échanges d'informations sur les patients grâce à une meilleure utilisation des outils numériques).

- *Refonte du secteur des entreprises publiques.* Cette réforme vise à recentrer le modèle économique et renforcer la gouvernance des entreprises publiques marocaines en éliminant celles dont la mission a cessé d'être essentielle et en privatisant celles qui ont des activités commerciales. La réforme crée également un organisme national chargé de la valorisation et de la gestion stratégique des entreprises publiques, et introduit un suivi permanent de leurs résultats.

Le FMI a œuvré en partenariat étroit avec le Maroc tout au long de la dernière décennie, y compris en lui ouvrant quatre lignes de précaution et de liquidité successives entre 2012 et 2019, et demeure résolu à soutenir la mise en œuvre de ce vaste train de réformes de plusieurs manières¹. En s'appuyant sur ses propres connaissances et en tirant des leçons de l'expérience d'autres pays ayant déjà opéré des changements comparables, le Fonds peut aider le Maroc à concevoir une transition harmonieuse vers un régime de politique monétaire ciblant l'inflation et une règle budgétaire fondée sur un ancrage à la dette. Une activité de surveillance régulière peut aider à évaluer les effets macroéconomiques des réformes, ce qui peut être utile pour conseiller les autorités sur les politiques publiques, notamment pour que leur financement ne compromette pas la stabilité macroéconomique. Sur le plan financier, l'approbation d'une nouvelle ligne de crédit modulable de précaution en avril 2023 permet au Maroc de bénéficier d'une assurance supplémentaire contre le risque de chocs négatifs graves qui pourraient non seulement mettre à mal l'économie marocaine, mais aussi empêcher les dirigeants de poursuivre les réformes structurelles programmées. Nous espérons que cet ouvrage contribuera à faire avancer les discussions actuelles sur la recherche par le Maroc d'un modèle de développement économique plus résilient et dynamique, qui permettra de mieux partager les fruits de la croissance économique afin que tous les Marocains aient de bonnes chances de réaliser leurs ambitions et leurs aspirations.

¹Un premier accord de deux ans au titre de la ligne de précaution et de liquidité a été approuvé en août 2012 et suivi de trois autres accords au titre de cette ligne jusqu'en mars 2020, pendant la pandémie de COVID-19, où le Maroc a utilisé toutes les ressources disponibles (environ 3 milliards de dollars).

Pour consulter ou télécharger l'ouvrage dans son intégralité,
rendez-vous sur [eLibrary.IMF.org](https://elibrary.imf.org) ou scannez le code QR



Pour acheter l'ouvrage, rendez-vous sur [bookstore.IMF.org](https://bookstore.imf.org).



PUBLICATIONS

EXCERPT (FRENCH)

MOROCCO'S QUEST FOR STRONGER
AND INCLUSIVE GROWTH

MQSICFAEX